



CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE RÉGISSANT LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS

Commission d'enquête sur l'octroi des
contrats publics dans l'industrie de la
construction

Michel Dumont, conseiller

Sous-secrétariat aux marchés publics

Secrétariat du Conseil du trésor

Secrétariat
du Conseil du trésor

Québec





La Loi et les règlements

Lois et
Règlements
du Québec

L.R.Q., c. C-65.1

Dernière modification: 9 décembre 2011
à jour au 14 février 2012


Loi sur les contrats des organismes publics et ses règlements

C-65.1, r. 1 à r. 12

LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

Québec 

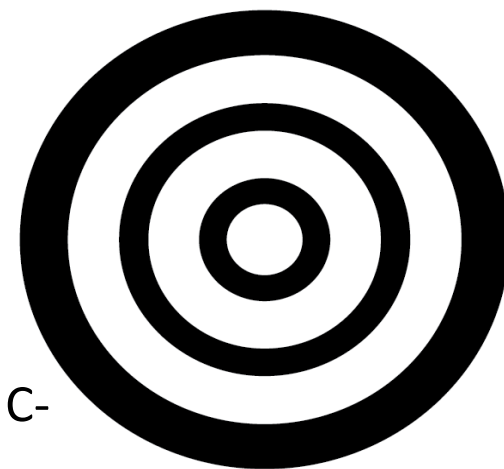
Secrétariat
du Conseil du trésor

Québec 



Objectifs de la présentation

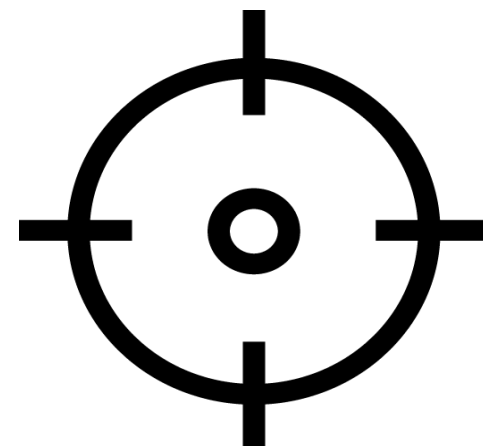
- Survol des principales dispositions applicables aux marchés publics
- Liens entre la Loi sur les contrats des organismes publics et les règlements afférents
 - Règlement sur contrats d'approvisionnement C-65.1, r.2 (RCA)
 - Règlement sur les contrats de services C-65.1, r.4 (RCS)
 - Règlement sur les contrats de travaux de construction C-65.1, r.5 (RCTC)





Principaux objectifs visés par le cadre normatif

- Harmoniser l'encadrement des contrats
- Instaurer des normes encadrant les partenariats public-privé (PPP)
- Donner une ouverture aux regroupements d'achats entre les organismes des différents réseaux
- Établir des règles garantissant le respect des accords de libéralisation





Points majeurs de la Loi

- **Imputabilité des dirigeants d'organismes** a. 2 (6°)
 - *Responsabilité publique des activités contractuelles*
 - *Bonne utilisation des fonds publics*
 - *Autorisation du dirigeant (suppléments, durée, rapport de rendement, une seule soumission conforme ou acceptable)*
- **Publication des renseignements** a. 22 et 23 (6°)
 - *Information sur le système électronique d'appel d'offres public (SEAO)*
 - *Reddition de comptes publique*
- **Régionalisation** a. 10 et 14 (2°)
 - *Appel d'offres public régionalisé*
 - *Région identifiée par le donneur d'ouvrage*
- **Principes de saine gestion contractuelle** a. 2 (1°) (2°) (3°)
 - *Principes reconnus par les tribunaux*
 - *Possibilités de recours pour les entreprises qui se sentiraient lésées*



Cadre législatif et réglementaire

Loi sur les contrats des organismes publics

a. 23

Trois règlements
(MO et RÉSEAUX)

- Approvisionnement
- Services
- Travaux de construction

Assemblée nationale

Gouvernement

↓ a. 26

Politiques
de gestion
des MO

↓ a. 26

Politiques
de gestion
du réseau
de la santé

↓ a. 26

Politiques
de gestion
du réseau
de l'éducation

Ministres responsables

Conseil du trésor (pour les MO)

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Dirigeants d'organismes

Personne ayant la plus haute autorité
au sein d'un organisme public (a. 8)

(sous-ministre, directeur général d'un centre
hospitalier, conseil des commissaires, etc.)

Directives
internes

Directives
internes

Directives
internes

Entrée en vigueur : 1^{er} octobre 2008

Secrétariat
du Conseil du trésor

Québec





Organismes assujettis à la Loi

Entre autres :

- Les ministères et les organismes du gouvernement (MO)
- Les commissions scolaires, les collèges d'enseignement général et professionnel et les établissements universitaires (public)
- Les agences de la santé et des services sociaux et les établissements publics visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux ainsi que les personnes morales et les groupes d'approvisionnement en commun
- Le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James
- La Société immobilière du Québec



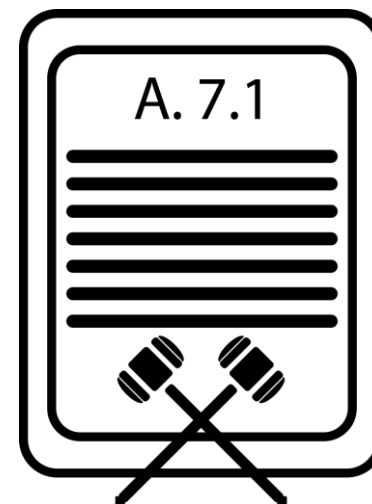
(a. 4 LCOP)



Organismes visés à l'article 7 de la Loi

Entre autres :

- Hydro-Québec
- Société des loteries du Québec (Loto-Québec)
- SAAQ (secteur fiduciaire)
- Société des alcools du Québec (SAQ)
- Commission de la construction du Québec (CCQ)
- Agence métropolitaine de transport (AMT)
- Autorité des marchés financiers (AMF)
- Caisse de dépôt et placement du Québec
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)
- Héma-Québec
- Institut national des mines du Québec
- Investissement Québec
- Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ)
- CSST (**a. 7.1 LCOP**)





Cadre normatif distinct

Le monde municipal a son propre cadre normatif

Entre autres :

- Municipalités
- Offices municipales d'habitation (OMH)
- Régies intermunicipales
- Sociétés de transport
- MRC



Cadre législatif et réglementaire

Loi sur les contrats des organismes publics

↓ a. 23

Trois règlements
(MO et RÉSEAUX)

- Approvisionnement
- Services
- Travaux de construction

↓ a. 26

Politiques
de gestion
des MO

↓ a. 26

Politiques
de gestion
du réseau
de la santé

↓ a. 26

Politiques
de gestion
du réseau
de l'éducation

Directives
internes

Directives
internes

Directives
internes

Loi sur le ministère du Conseil exécutif



Accords



- [ACI](#)
- [AQNB](#)
- [ACCQO](#)
- [AQNY](#)

Secrétariat
du Conseil du trésor

Québec





Accord intergouvernemental

Accord de libéralisation des marchés publics conclu entre le Québec et un autre gouvernement

- **ACI :** Accord sur le commerce intérieur
- **AQNB :** Accord de libération des marchés publics du Québec et du Nouveau-Brunswick (2008)
- **ACCQO :** Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario (1^{er} octobre 2009)
- **AQNY :** Accord intergouvernemental sur les marchés publics entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de New York*

*** Cet accord ne s'applique pas aux réseaux de la santé et de l'éducation**





Principes de gestion contractuelle des marchés publics

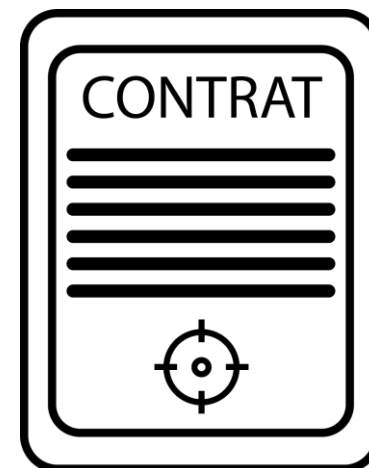
- **Transparence**
- **Traitement intègre et équitable**
- **Accessibilité**
- **Développement durable et environnement (évaluation préalable des besoins)**
- **Assurance de la qualité**
- **Reddition de comptes**

(a. 2 LCOP)



Marchés publics

- Approvisionnement (achat ou location de biens meubles)
 - Possibilité d'inclure les frais d'installation, de fonctionnement ou d'entretien des biens
(ex. : garantie)
- Services (professionnels et de nature technique)
- Construction (travaux visés par la Loi sur le bâtiment et pour lesquels le contractant doit être titulaire de la licence requise selon cette loi)



Contrats de PPP

(au sens de la Loi sur infrastructure Québec)

Tout autre contrat déterminé par règlement

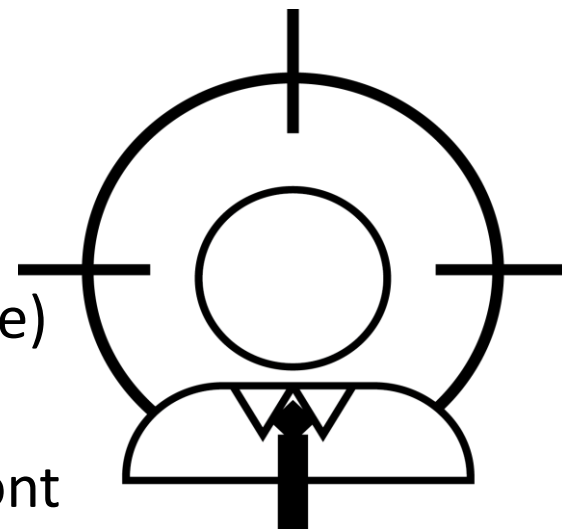
- Ex.: location et acquisitions d'immeubles, concession, etc.

(a. 3 LCOP)



Champ d'application – Contractants concernés

- Personne morale de droit privé à but lucratif
- Société en nom collectif, en commandite ou en participation
- Entreprise individuelle (travailleur autonome)
- Entreprise dont la majorité des employés sont des personnes handicapées
(CQEA, [site internet: www.cqea.ca](http://www.cqea.ca))



(a. 1 LCOP)



Champ d'application – Contractants exclus

- **Personne morale de droit privé à but non lucratif (OBNL)**
- **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**

Ces deux types de contractants sont encadrés par votre politique de gestion contractuelle

(cf. PGC – sections 5 et 6)

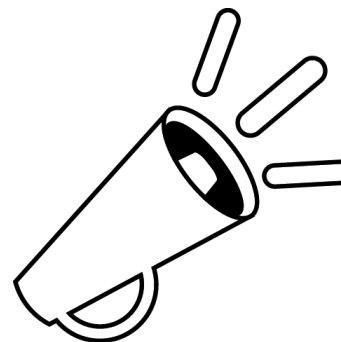
- **Toute autre entité non mentionnée à l'article 1 de la Loi**
 - Exemple 1 : Contrat de recherche avec une université
(entente entre 2 organismes publics)
 - Exemple 2 : Coopératives, entreprises d'économie sociale
(aucun encadrement pour l'instant)

Noter que ces différents types de contractants ne peuvent être mis en Concurrence avec les contactant visés à l'article 1 de la Loi



Deux principaux modes de sollicitation

- Appel d'offres public



- Gré à gré





1. Contrat supérieur aux seuils suivants

Organismes publics visés	Contrats en approvisionnement	Contrats en services et en travaux de construction
Ministères et organismes	25 000 \$	100 000 \$
Réseaux de l'éducation et de la santé	100 000 \$	100 000 \$

Ce sont des montants estimés et qui n'incluent pas les taxes

2. Pour tout contrat de partenariat public-privé



Fractionnement du contrat

Un organisme public ne peut :

- scinder
ou
- répartir ses besoins
ou
- apporter une modification à un contrat

Dans le but :

- d'éluder l'obligation de recourir à la procédure d'appel d'offres public
ou
- de se soustraire à toute autre obligation découlant de la présente loi



(a. 12 LCOP)



Considérer l'appel d'offres public régionalisé

1. Contrats non assujettis à un accord intergouvernemental*

- Ingénieurs
- Architectes
- Arpenteurs-géomètres
- Ingénieurs forestiers

(a.10 LCOP)

*Voir chapitre 5 « texte de l'ACI »

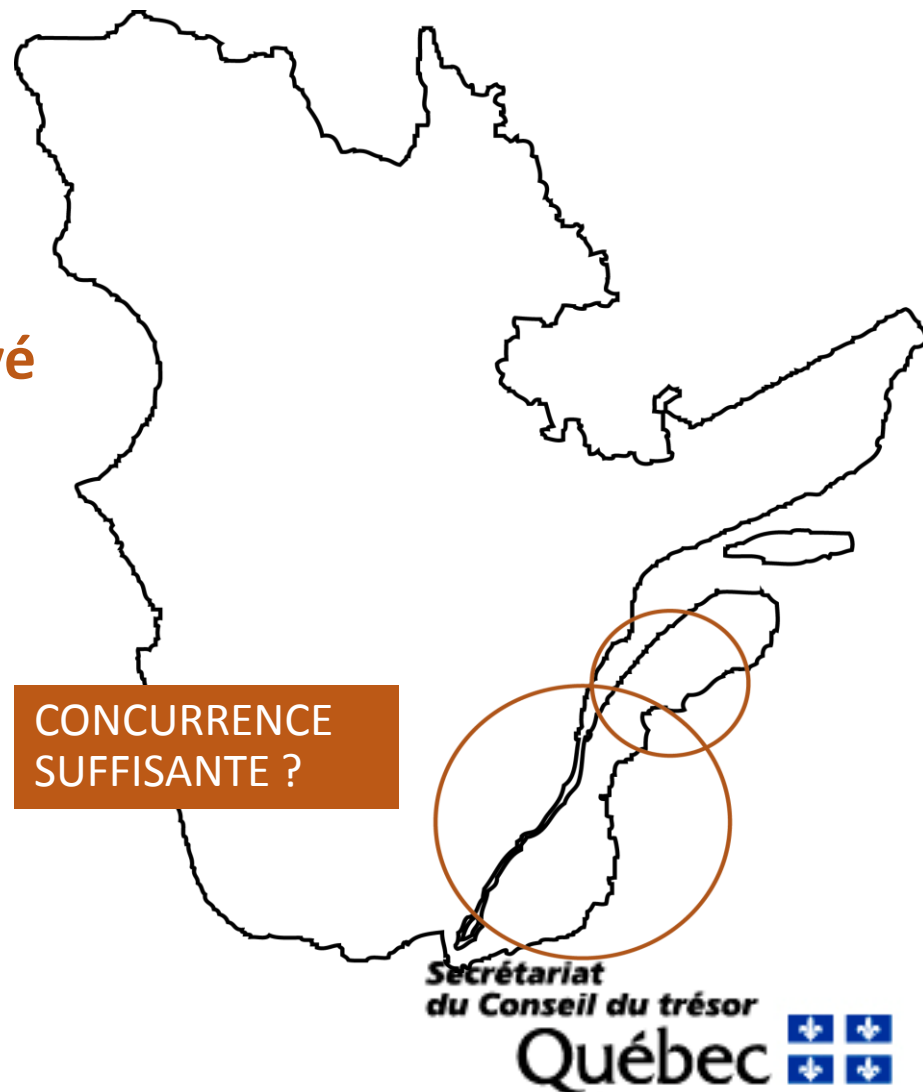
2. Contrats sous les seuils

(a. 14 LCOP)



Appel d'offres public régionalisé (suite)

- Publication sur **SÉAO**
- Dépôt de soumissions **réservé** aux entreprises d'une région définie dans le document d'appel d'offres





Regroupement d'organismes publics

- **Possibilité de regroupement d'achats**

- Ministères et organismes
- Réseaux de la santé et de l'éducation
- Autres organismes publics non assujettis à la Loi

(a. 15 LCOP)

- **Devoir de considération de l'économie régionale de l'organisme à l'origine du regroupement**

(a. 16 LCOP)

- **Obligations**

- Application des règles de l'organisme émetteur de l'appel d'offres
- Identification des parties au regroupement dans les documents d'appel d'offres
- Approvisionnement uniquement auprès du fournisseur retenu

(a. 15 et 16 LCOP – a. 5, al. 2 (2°) RCA - RCS - RCTC)



Contrats pouvant être conclus de gré à gré > aux seuils d'appel d'offres

1. Situation d'urgence

2. Seul contractant possible

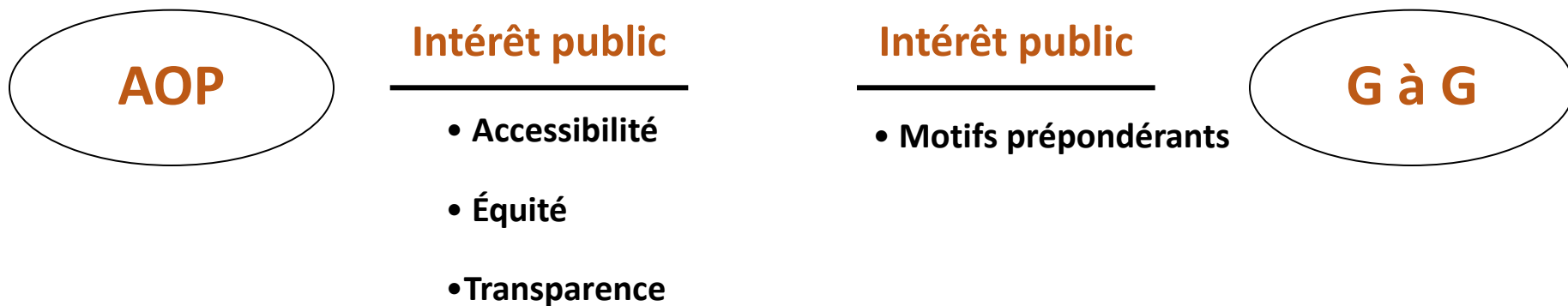
- Garantie
- Droit de propriété
- Droit exclusif (droit d'auteur, licence, brevet, valeur artistique, patrimoniale ou muséologique)

(a. 13 LCOP)



Contrats pouvant être conclus de gré à gré > aux seuils d'appel d'offres (suite)

3. Question de nature confidentielle ou protégée*
4. Lorsqu'un appel d'offres ne servirait pas l'intérêt public*



***Autorisation par le dirigeant de l'organisme**

(a. 13 LCOP)



5. Tout autre cas déterminé par règlement

- Services juridiques (a. 35 RCS)
- Services financiers et bancaires (a. 37 RCS)
- Recherche et développement ou activités d'enseignement (a. 28 RCA)
- Activités à l'étranger (a. 29 RCA, a. 42 RCS, a. 35 RCTC)
- Engagement de certains spécialistes (a. 42.1 RCS)

(a. 13 LCOP)



- **Respect des principes de la Loi**
- **Devoir d'évaluation de la possibilité de :**
 - procéder à un appel d'offres public ou sur invitation
 - favoriser la régionalisation
 - effectuer la rotation des contractants
 - instaurer des mécanismes de contrôle et de suivi
- **Possibilité de contrat de gré à gré lorsque la dépense est inférieure aux seuils d'appel d'offres public**



Quatre modes d'adjudication

(3 règlements)

- Uniquement un prix : selon le prix le plus bas conforme
- Une qualité minimale et un prix : selon le prix le plus bas
- Rapport qualité-prix : selon le prix ajusté le plus bas
- Uniquement la qualité : selon la note finale la plus élevée

(a. 16 à 25 RCA, a. 16 à 27 RCS, a. 13 à 26 RCTC)



Uniquement la qualité : selon la note finale la plus élevée

- **Mode obligatoire**
 - Architectes et ingénieurs
(autres qu'ingénieurs forestiers)
- Interdiction de demander un prix**

(a. 23 et 24 RCS)



Exigence versus critère

- **Exigence** (condition de conformité)
 - Caractéristique sur laquelle on ne porte pas de jugement de valeur
 - Exemples : - Une formation précise (Baccalauréat dans une discipline)
 - Un délai de réponse de x heures
 - L'appareil doit résister au choc, à la poussière ...
- **Critère d'évaluation**
 - Élément permettant de porter un jugement
 - Exemples : - L'expérience du prestataire dans le domaine du mandat
 - Avoir réalisé x mandats similaires
 - S'assurer du plan qualité du contractant



Dans les cas d'évaluation de la qualité

- Formation d'un comité de sélection composé d'un secrétaire et d'au moins trois membres
- Comité constitué avant le lancement de l'appel d'offres
- Composition du comité approuvé par le donneur d'ouvrage
- Secrétaire : uniquement un rôle de coordonnateur
(pas de droit de vote)
- Décision par consensus du comité

(a. 19 à 26 RCA – a. 16 à 29 RCS – a. 22 à 26 RCTC – Politique de gestion)



Le comité de sélection

Secrétaire

- Désigné par le dirigeant d'organisme
(formation obligatoire pour les ministères et organismes)
- Responsable du processus d'évaluation de la qualité
- Doit être consulté lors de la préparation du DAO

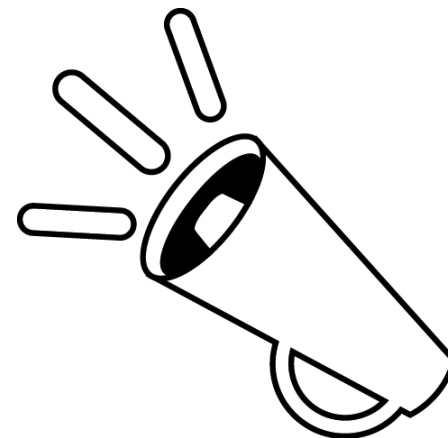
Membres du comité

- Analyse individuelle de chaque soumission
- Rotation obligatoire des membres
- Absence de liens hiérarchiques entre eux (spécifié dans la politique ministérielle du réseau de la santé et des services sociaux)
- Absence de conflits d'intérêts
- Confidentialité
- Décision par consensus



Lancement de tout appel d'offres public

- **Avis dans le SÉAO (www.seao.ca)**
 - Nom du demandeur
 - Description sommaire
 - Nature des travaux
 - Garantie de soumission, si exigée
 - Accords applicables
 - Comment obtenir des renseignements
 - Lieu et date de fermeture
 - Clause de réserve (l'organisme ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçue)



(a. 4 RCA – RCS – RCTC)



Lancement de tout appel d'offres public

- L'avis dans le **SÉAO** (www.seao.ca)

Éléments des documents d'appel d'offres public

- Les besoins et les modalités d'adjudication
- Les conditions d'admissibilité exigées de l'entreprise
- Les conditions de conformité et de rejet automatique de la soumission

(a. 4 à 7 RCA – RCS - RCTC)



Conditions d'admissibilité

- Qualifications, autorisations, permis, licences, enregistrements, certificats, accréditations et attestations requis
- Avoir au Québec ou dans un territoire visé par un accord applicable, un établissement où l'entreprise exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.
- Toute autre condition établie dans le document d'appel d'offres



(a. 6 RCA – RCS – RCTC)



Conditions d'admissibilité

- **Attestation de Revenu Québec (ARQ)**
 - Durée de validité
 - 90 jours
 - **Pour qui ?**
 - **1^{er} juin 2010 : pour tous les contractants concernés (a.1 LCOP) (avec au sans NEQ)**
 - **15 septembre 2011 : pour les sous-entrepreneurs de 1^{er} niveau pour les contrats de travaux de construction (art. 4 LCOP)**
 - **15 septembre 2011 : pour les sociétés d'État et autres organismes gouvernementaux non encore assujettis à l'ARQ (art. 7 LCOP) et sous-entrepreneurs de 1^{er} niveau pour les contrats de travaux de construction**
 - **1^{er} janvier 2012 : pour les municipalités et organismes municipaux (pour les contrat de construction seulement)**
 - Contractants ayant un établissement au Québec
- **Type de contrat et montant du contrat ?**
 - Tous les contrats de 25 000 \$ et plus (a/o, a/o sur invitation ou gré à gré)





Conditions entraînant un rejet automatique de la soumission :

- Non-respect de l'endroit prévu, de la date et de l'heure limites fixées pour la réception des soumissions
- Absence d'un document nécessaire
- Absence d'une signature d'une personne autorisée
- Rature ou correction non paraphée au prix soumis
- Soumission conditionnelle ou restrictive
- Dépôt d'une offre de prix qui n'est pas sous pli séparé lors d'une évaluation de la qualité



(a. 7 RCA – RCS – RCTC)



Possibilité de modification de tout appel d'offres public en cours de publication dans le SÉAO

- **Addenda** dans le **SÉAO**
- **Avant** la date limite de réception des soumissions
- Au moins **7 jours avant** la date limite de réception des soumissions **si** possibilité d'**incidence** de la modification **sur le prix** – obligation de report de la date limite d'autant de jours en cas de non-respect de ce délai

(a. 9 RCA – RCS – RCTC)



1. Ouverture publique

- En présence d'un témoin à l'endroit prévu
- À la date et à l'heure limites fixées
- Divulcation du **nom** des entreprises soumissionnaires et de leur **prix**
 - Non-divulcation du prix si qualité sollicitée

Exception à l'ouverture publique : **liste de prix**

(a. 11 RCA, a. 11 et 17 RCS, a. 14 RCTC)



2. Publication des résultats de l'ouverture publique des soumissions

- Publication dans le **SÉAO** du **nom** des entreprises soumissionnaires et de leur **prix** dans les **4 jours ouvrables** suivant l'ouverture des soumissions
 - Sans examen de l'admissibilité et de la conformité
- Pas de publication du prix si qualité sollicitée

(a. 11 RCA, a. 11 et 17 RCS, a. 14 RCTC)



3. Validité de l'admissibilité et de la conformité

- Examen des soumissions reçues par vérification de **l'admissibilité** des soumissionnaires et de la **conformité** de leur soumission
- Si rejet de soumissions, avis aux entreprises concernées **au plus tard 15 jours** après l'adjudication du contrat

4. Adjudication du contrat en vertu des modes de sollicitation

(a. 12 à 15 RCA – RCS, a. 15 à 18 RCTC)



5. Transmission des résultats aux soumissionnaires

- Dans les **15 jours** de l'adjudication du contrat
- Renseignements transmis :

Si annexe 1 :

- Acceptation ou non de la soumission
- Nom de l'adjudicataire et son prix soumis

Si annexe 2 :

- Acceptation ou non de la soumission
- Note de qualité, son prix ajusté et son rang
- Nom de l'adjudicataire, sa note qualité et son prix soumis et son prix ajusté

(a. 26 RCA, a. 28 RCS, a. 32 RCTC)



Respect des dispositions réglementaires relatives aux contrats supérieurs aux seuils d'appel d'offres public

- **Adaptations possibles**
 - Délai de réception des soumissions
 - Exigences quant au lieu de l'établissement de l'entreprise
 - Délai prévu de transmission d'un addenda
 - Composition du comité de sélection

(a. 3 RCA – RCS – RCTC)



Uniquement dans les cas d'évaluation de la qualité, obligation de respect des dispositions réglementaires suivantes
(sauf pour un contrat de services financiers ou bancaires)

- Modes de sollicitation
- Ouverture des soumissions **(pas d'ouverture publique)**
- Examen des soumissions
- Adjudication du contrat (annexes)

(a. 29 RCS, N/A RCA – RCTC)



Règles particulières



Contrats en architecture et génie

(autre que génie forestier et ingénierie des sols et des matériaux)

- Dépenses **inférieures à 250 000 \$**

Chargé de projet **d'un appel d'offres public régionalisé**

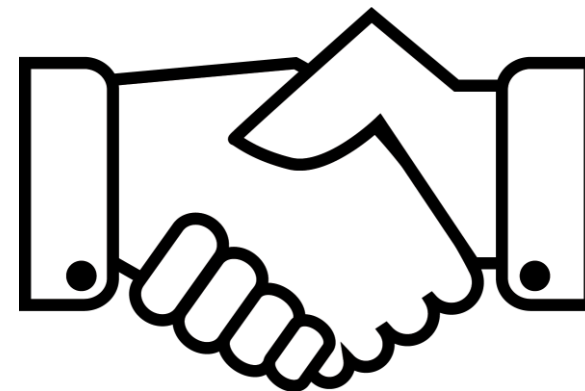
- **Ressource permanente** du prestataire de services
- Lieu de travail, depuis au moins 2 mois, dans un **établissement** de ce prestataire situé dans **la région identifiée**

(a. 24 RCS)



Possibilité de **gré à gré**

- Si inférieur à 200 000 \$
 - Sable
 - Pierre
 - Gravier
 - Enrobés bitumineux



(a. 27 RCA)



Homologation de biens et qualification de prestataires de services

- **Évaluation :**
 - de la conformité d'un bien à une norme reconnue ou à une spécification technique établie
 - du niveau de qualité des demandes de qualification par un comité de sélection
- Avant de procéder à l'appel d'offres
- Possible pour des périodes d'un à trois ans

(a. 30 à 32 RCA, a. 43 à 45 RCS)



Exigences du processus d'homologation ou de qualification :

- Publication d'un **avis** dans le **SÉAO** avant l'homologation ou la qualification
- Diffusion de la **liste** des biens homologués ou des prestataires qualifiés dans le **SÉAO**
- Restriction de **tout** contrat subséquent **aux seuls biens** homologués ou **seuls prestataires** qualifiés
- Si dépense \geq au seuil d'appel d'offres public : appel d'offres public restreint aux seuls biens homologués ou prestataires qualifiés

(a. 30 à 32 RCA, a. 43 à 45 RCS)



Contrat à commandes et contrat à exécution sur demande

- **Un contrat avec une ou plusieurs entreprises (approvisionnement et services)**
 - Possible avec un seul entrepreneur en construction
 - Si avec plusieurs contractants
 - Demandes attribuées au plus bas soumissionnaire
- Dans les cas de besoins **récurrents** et de nombre de demandes au **rythme** ou à la **fréquence** d'exécution **incertains**
- Indication dans les documents d'appel d'offres public
 - Quantité approximative (approvisionnement)
 - ou
 - Valeur monétaire approximative

(a.16 à 18 RCA, a. 30 à 32.1 RCS, a. 19 à 21 RCTC)



4 possibilités :

- Appel d'offres en deux étapes
- Contrat mixte
- Contrat écoénergétique
- Qualification d'entrepreneurs
(infrastructures de transport uniquement)





Appel d'offres en deux étapes – Construction

- **Première étape :**

Sélection des entrepreneurs en sollicitant uniquement une démonstration de la qualité, selon les modalités de l'annexe 4

- **Deuxième étape :**

Invitation aux entrepreneurs sélectionnés à présenter une soumission comportant seulement un prix

(a. 22 et a. 23 RCTC)



Contrat mixte – Construction

- Contrat mixte de travaux de construction et de services professionnels
- Possibilité de considération du niveau de qualité d'une soumission (annexe 5)
- Prix et démonstration de la qualité présentés séparément en vue de l'application du premier alinéa de l'article 31
 - a. 31
 - Soumissions évaluées par un comité de sélection
 - Évaluation de la qualité sans information sur le prix

(a. 24 à 26 RCTC)



Contrat écoénergétique

- Économies découlant de l'amélioration du rendement énergétique
- Fourniture de services professionnels et exécution de travaux de construction
- Payé à même les économies réalisées
- Adjudication : soumission comportant la valeur économique pondérée la plus élevée

(a. 27 à 29 RCTC)



Qualification d'entrepreneurs

- Qualification possible pour les **travaux de construction relatifs aux infrastructures de transport**
 - **Trois exigences :**
 - Qualification précédée d'un avis public dans le **SÉAO**
 - Diffusion des entrepreneurs qualifiés dans le **SÉAO**
 - Publication d'un **avis** public de qualification dans le **SÉAO** au moins **une fois l'an**, malgré les qualifications à intervalles d'un à trois ans de l'organisme

(a. 36 à 38 RCTC)



Conditions de gestion des contrats



Garantie de soumission

- Exigence obligatoire pour les contrats de 500 000 \$ ou plus
- Formulaires types de cautionnement
 - Soumission (annexe 1 - RCTC)
 - Exécution (annexe 2 - RCTC)
 - Obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services (annexe 3 - RCTC)

(a. 10 à 12 RCTC et annexes 1 à 3)



Modification à un contrat

Un contrat peut être modifié lorsque la modification **en constitue un accessoire** et n'en **change pas la nature**

(a. 17 LCOP)



Modifications occasionnant un supplément

- Pour tous les contrats > au seuil d'appel d'offres public :
autorisation du dirigeant de l'organisme requise
- Possibilité de délégation de pouvoir par écrit
- Dans le cas d'une même délégation : total des dépenses
 \leq à 10 % du montant initial du contrat

(a. 17 LCOP)



Ordre de changement

Trois méthodes pour déterminer la valeur du changement :

- Estimation, négociation, acceptation d'un prix forfaitaire ventilé
- Sur la base de prix unitaires prévus au contrat ou convenus par la suite
- Cumul du coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement liés au changement majorés de :
 - 15 % si travaux exécutés par l'entrepreneur
 - 10 % et 15 % si travaux exécutés par un sous-traitant

(a. 44 à 48 RCTC)



Annexe 6

L'entrepreneur doit faire la démonstration de chaque dépense liée à un changement qui sont attribuables à l'exécution du changement aux travaux, tel que :

- le coût de la main-d'œuvre;**
- le coût des matériaux;**
- le coût de l'équipement.**

Ces coûts doivent être les coûts réels de l'entrepreneur et des sous-traitants, selon les éléments prévus à cet annexe.



Règlement des différends

- Négociation à l'amiable
- Médiation (réglementé en travaux de construction)
- Tribunal judiciaire, organisme juridictionnel ou arbitre

(a. 41 RCA, a. 54 RCS, a. 49 à 51 RCTC)



Contrats conclus – Appel d’offres public

Publication dans le SÉAO dans les 15 jours de l’adjudication

Renseignements à publier :

- **Nom** du contractant
- **Montant** du contrat
- **Montant** incluant les **renouvellements**
- **Montant** estimé des contrats à commandes et à exécution sur demande

(a. 38 à 40 RCA, a. 51 à 53 RCS, a. 41 à 43 RCTC)



Contrats conclus – Gré à gré et sur invitation

Publication des contrats **> 25 000 \$** doit être effectuée au moins **semestriellement** dans le **SÉAO**

(a. 22 LCOP)

Renseignements à publier :

- **Nom** du contractant
- **Date** et **montant** du contrat (incluant les renouvellements)
- **Nature** des travaux qui ont fait l'objet du contrat
- **Article** de la Loi ou du Règlement, si contrat de gré à gré et **≥** au seuil d'appel d'offres public

(a. 38 à 40 RCA, a. 51 à 53 RCS, a. 41 à 43 RCTC)



Possibilité d'indication au contrat d'un prix inférieur au prix soumis

Trois conditions :

- Une seule soumission conforme
- Acceptation d'un nouveau prix par l'entreprise
- Seule modification apportée aux conditions énoncées dans les documents d'appel d'offres ou dans la soumission

(a. 15 RCA – RCS, a. 18 RCTC)



Évaluation du rendement

- **Obligation** d'un rapport d'évaluation pour rendement insatisfaisant d'une entreprise au plus tard 60 jours après la date de la fin du contrat
- **Possibilité** pour l'entreprise de transmettre, par écrit, tout commentaire sur ce rapport dans un délai de 30 jours
- **Maintien ou non, par le dirigeant de l'organisme,** de l'évaluation effectuée et **information** à l'entreprise dans les 30 jours suivant l'expiration du délai ou la réception des commentaires

(a. 42 à 45 RCA, a. 55 à 58 RCS, a. 54 à 57 RCTC)



Possibilité de refuser une entreprise à titre de soumissionnaire

Deux conditions

- Mention dans les documents d'appel d'offres
- Au cours **des deux années** précédant la date d'ouverture des soumissions
 - **Objet** d'une évaluation **de rendement insatisfaisant**
ou
 - **Omission de donner suite** à une soumission ou à un contrat
ou
 - **Objet** d'une **résiliation de contrat** en raison d'un défaut d'en respecter les conditions

(a. 8 et 42 à 45 RCA, a. 8 et 55 à 58 RCS, a. 8 et 54 à 57 RCTC)



Dérogation à la Loi

- Sur autorisation du gouvernement

Dérogation aux règlements

- Sur autorisation du ministre responsable, soit :
 - Présidente du Conseil du trésor
 - Ministre de la Santé
 - Ministre de l'Éducation

(a. 25 LCOP)



Responsabilités – Dirigeant de l'organisme

**Impossibilité de délégation des responsabilités
confiées par la Loi et les règlements, sauf si
prévu expressément**



Responsabilités – Dirigeant de l'organisme (suite)

Autorisation de la durée du contrat (incluant renouvellements)

- **Contrat ferme**
 - Approvisionnement : si durée supérieure à trois (3) ans
 - Services : aucune autorisation
 - Construction : aucune autorisation
- **Contrat de nature répétitive**
 - Services : si durée supérieure à trois (3) ans
- **Contrat à commandes ou à exécution sur demande**
 - Approvisionnement : durée maximale de cinq (5) ans
 - Services : durée maximale de cinq (5) ans
 - Construction : durée maximale de trois (3) ans

(a. 33 RCA, a. 46 RCS, a. 21 RCTC)



Autorisation de conclusion d'un contrat

- Une seule soumission **conforme**

ou
- Une seule soumission **acceptable**, dans le cas d'une évaluation de la qualité
 - L'enveloppe de prix n'est pas ouverte par le comité de sélection.

(a. 33 RCA, a. 46 RCS, a. 39 RCTC)



Objet

- **Préciser des règles** de conduite interne pour la gestion des contrats
- **Fixer des balises** aux organismes publics pour répondre aux attentes de l'Administration gouvernementale

(a. 26 LCOP)



Politique de gestion – Ministères et organismes

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE CONCERNANT LA CONCLUSION DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT, DE SERVICES ET DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES ORGANISMES PUBLICS

- Contrat conclu avec une personne morale de droit privé à but non lucratif (OBNL)
 - Autorisation du Conseil du trésor pour les contrats de 100 000 \$ ou plus
- Contrat conclu avec une personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle
 - Autorisation du Conseil du trésor pour les contrats de 50 000 \$ ou plus
- Publication des contrats sur SÉAO (OBNL et personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle)
 - 25 000 \$ et plus
- Accord intergouvernemental sur les marchés publics entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de New York



Politique de gestion – Ministères et organismes (suite)

- Composition et les règles du comité de sélection
- Promotion du français
- Exigence **ISO** dans les contrats de services professionnels en technologies de l'information

Politique de reddition de comptes

- Situations où une autorisation du dirigeant de l'organisme a été donnée
- Contrats dont la dépenses est inférieure à 25 000 \$ (estimé)
- Rapport transmis au Secrétariat du Conseil du trésor au plus tard le 30 juin.

Politique de gestion sur le resserrement de certaines mesures dans le processus d'appel d'offres

- Attestation relative à la probité du soumissionnaire



Plus spécifiquement

- **Contrat conclu avec une personne morale de droit privé à but non lucratif (OBNL)**
 - Autorisation du dirigeant de l'organisme pour les contrats de 100 000 \$ ou plus
- **Contrat conclu avec une personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
 - Autorisation du dirigeant de l'organisme pour les contrats de 100 000 \$ ou plus
- **Composition et les règles du comité de sélection**
 - Un membre externe pour les contrats 100 000 \$ et plus en construction et pour les services professionnels liés à la construction de 10 000 \$ et plus.
 - Absence de lien hiérarchique entre les membres
- **Reddition de comptes semestrielle au ministre**
- **Conclusion d'un contrat de plus de 25 000 \$ et de moins de 100 000 \$**
 - Appel d'offres sur invitation ou appel d'offres public



Plus spécifiquement

- Contrat conclu avec une personne morale de droit privé à but non lucratif (OBNL)
 - Autorisation du dirigeant de l'organisme pour les contrats de 100 000 \$ ou plus
- Contrat conclu avec une personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle
 - Autorisation du dirigeant de l'organisme pour les contrats de 100 000 \$ ou plus
- Composition et les règles du comité de sélection
 - Le **dirigeant peut déroger** à l'obligation d'avoir un membre externe si des circonstances le justifient
- Modification à un contrat de travaux de construction
 - Lorsque l'ordre de changement envisagé pour un contrat dont la dépense est égale ou supérieure à 3 000 000 \$, et que celles-ci sont de plus de 10 %, l'organisme ne peut émettre cet ordre sans vérifier s'il y a les fonds nécessaires, tel que prévu à l'article 48 de la Loi **et fournir à la ministre les renseignements prévus à l'annexe B de la politique.**



Merci de votre attention!